

Déclaration de Said Djinnit, Facilitateur international du dialogue inter-Guinéen et Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

17 septembre 2013

Dans l'esprit du processus d'application des accords du 3 juillet 2013 pour l'organisation d'élections législatives, libres, transparentes et inclusives en Guinée, j'appelle instamment, en ma qualité de Facilitateur international et de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, les responsables de partis politiques, les autorités gouvernementales guinéennes, les partenaires internationaux et la Commission électorale nationale indépendante à mobiliser toute leur énergie dans les jours qui viennent pour mettre en œuvre les mesures arrêtées lors de la réunion du Comité de suivi du lundi 16 septembre, en vue de renforcer la fiabilité du dispositif électoral. Le Comité de suivi a décidé de se réunir le vendredi 20 Septembre pour évaluer les dispositions prises dans le sens de la mise en œuvre effective de ces mesures.

Des progrès considérables ont été réalisés au cours des derniers mois, sur la base des accords du 3 juillet, pour organiser des élections aussi fiables que possible le 24 Septembre prochain. Nous touchons au but. Au regard des efforts accomplis, je demande à chacun de rester engagé dans cet esprit constructif, dans l'intérêt de la Guinée et de sa population. Dans le même esprit de responsabilité, j'appelle solennellement tous les partis politiques à s'abstenir de toute manifestation qui ferait courir des risques aux conséquences difficilement mesurables sur le processus électoral et pourrait menacer la stabilité du pays. J'appelle tous les acteurs politiques à s'abstenir de déclarations ou d'actes qui pourraient remettre en cause, à quelques jours du scrutin, le climat de retenue dans lequel s'est jusqu'à présent déroulée la campagne électorale.

La Guinée a besoin d'un climat apaisé pour aller à des élections législatives libres, transparentes et inclusives. J'en appelle au sens des responsabilités de tous les acteurs pour que ces élections législatives, attendues depuis longtemps, puissent permettre à la Guinée de tourner définitivement la page de la transition et de s'engager enfin sur la voie d'un développement et d'une paix durables auxquels sa population aspire légitimement.

Pour plus d'information : Laurence Gérard, Chargée de l'information publique et porte-parole,
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest - gerardl@un.org - +221 77 332 4928 -
<http://unowa.unmissions.org>"